

L'ACTIVITÉ DES PLATEFORMES ENTRE DSA ET DIRECTIVE SMA. LA FRONTIÈRE D'UNE NOUVELLE RÉGULATION?

***Kati Bremme
France Télévisions***

Pendant ces 20 dernières années, la chaîne de valeur du broadcast a été complètement bouleversée. Devant un audiovisuel public de plus en plus menacé par une révolution Internet non réglementée, France Télévisions se félicite de cette initiative pour une meilleure réglementation des plateformes au niveau européen.

L'exode des jeunes utilisateurs vers les médias sociaux et les plateformes de SVOD américains est une préoccupation pour tous les radiodiffuseurs européens. Les plateformes mettent en danger la capacité des MSP à atteindre leur public, et ce dans un contexte de polarisation de la société et d'une démocratie mise en danger, qui nécessitent plus que jamais un accès à une information impartiale et objective proposée par les médias de service public et une création qui représente toute la diversité de la société.

La poussée réglementaire européenne fait en effet partie d'une nécessaire riposte des médias publics, qui doivent s'unir pour survivre à un défi existentiel. Après les alliances au niveau national (Salto en France, BritBox au Royaume Uni), les partenariats doivent désormais se construire à l'échelle européenne. Porter au niveau européen la défense de services publics audiovisuels forts et indépendants est une suite logique de ces initiatives. Face aux États-Unis et à la Chine, l'Europe doit faire valoir sa spécificité : une force régulatrice qui crée et qui protège.

La priorité pour France Télévisions est de garantir l'accès en ligne à ses contenus, d'assurer la visibilité et le contrôle des données, une sorte de "must carry" en ligne de l'ère numérique, en référence aux règles qui obligent les opérateurs de câble ou de télécommunications à diffuser certaines chaînes de radio et de télévision.

L'objectif du DSA / DMA et de la directive SMA devra-t-être de rétablir un équilibre dans un marché aujourd'hui dérégulé : avec plus de libertés d'un côté en adaptant les règles aux nouveaux usages (chronologie des médias), et avec plus de responsabilités de l'autre côté, en faisant participer les plateformes au financement du secteur de la culture, fortement endommagé par la pandémie, et plus de transparence, notamment sur les algorithmes au cœur des plateformes, à fort impact sur la société.